INSTITUT D'EMISSION

DES DEPARTEMENTS

D'OUTRE –MER

BULLETIN TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

« Suivi de la conjoncture financière et bancaire »

N° 119 – Juin 2004

- Saint-Pierre-et-Miquelon –

BULLETIN TRIMESTRIEL
DE CONJONCTURE

« Suivi de la conjoncture financière et bancaire »

N° 119 – Juin 2004

- Saint-Pierre-et-Miquelon –

Synthèse

1. L'évolution financière

1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière…….. 10

1.1.1 Ensemble des actifs financiers…… .. 10
1.1.2 Ensemble des dépôts…… . 12
1.1.3 Dépôts à vue…… .. 14
1.1.4 Placements liquides ou à court terme…….. .. 16
1.1.5 Epargne à long terme……. 18

1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière…….. 20

1.2.1 Ensemble des concours consentis…….. 20
1.2.2 Concours consentis par les établissements de crédit locaux…….. ... 22
1.2.3 Concours consentis par les établissements de crédits non installés localement…… 24

1.3 La position extérieure nette du système bancaire local…… . 26

2. Rappel des taux

2.1 Taux de marché……. 28

2.2 Taux d'intérêt légal……. .. 28

2.3 Taux de l'usure……. 29

2.3.1 Crédits aux particuliers…….. 29
2.3.2 Crédits aux entreprises…… .. 29

2.4 Coût du crédit aux entreprises…… . 30

3. Monnaie fiduciaire

3.1 Emission de billets en euros…….. 32
3.2 Emission de pièces en euros…….. 33

Au 31 mars 2004***, l'ensemble des actifs financiers*** de la clientèle non financière recensés auprès du système bancaire local s'élève à 162,3 millions d'euros ; sur un an la progression demeure soutenue (+ 7,5 %). En revanche l'encours s'est contracté par rapport au 31 décembre dernier, comme on le constate chaque année au cours du premier trimestre ; le paiement en fin d'année de rémunérations complémentaires et de primes ainsi que l'augmentation de la trésorerie disponible des sociétés non financières, font gonfler de façon systématique les actifs financiers au 31 décembre.

Les dépôts à vue représentent 28,4 % des actifs financiers ; ils repassent en dessous des 50 millions d'euros pour s'établir à 46,1 millions d'euros. En variation annuelle, ils progressent de 17,7 %, soit une augmentation de 6,9 millions d'euros. Ce sont essentiellement les dépôts à vue des organismes de santé (sécurité sociale, hôpital) qui progressent. La baisse par rapport au 31 décembre 2003 est due au phénomène évoqué précédemment. En métropole, le taux de croissance à fin mars 2004 des dépôts à vue atteint 10,6 %.

Les placements liquides ou à court terme atteignent 111,9 millions d'euros au 31 mars 2004 ; en un an ils ont augmenté de 3,2 millions d'euros. Contrairement aux dépôts à vue, ils continuent de progresser au cours du premier trimestre 2004, avec + 1,26 %. Une grande partie de l'épargne à court terme est concentrée sur les dépôts à terme qui totalisent 63 % de l'épargne liquide. Ce sont ensuite les comptes sur livrets qui suscitent l'intérêt des épargnants (29,4 % de l'encours). En revanche les bons de caisse se contractent, et reculent de 4,8 millions d'euros en un an, au profit de produits plus rémunérateurs.

Un meilleur recensement de l'information permet de mieux appréhender l'épargne à long terme. En tendance, on constate que suite à l'arrêt des activités de gestion des fonds privées du Trésor Public le 31 décembre 2001, l'épargne à long terme dans l'archipel se reconstitue, avec notamment le développement de l'offre des établissements de crédit sur des produits d'épargne à long terme. Au 31 mars 2004, l'épargne à long terme dans l'archipel s'élève à 4,3 millions d'euros, dont 66,8 % de portefeuille titres et 33,2 % de plans d'épargne logement.

Les particuliers détiennent 74,8 % des actifs recensés dans l'archipel, suivi des « autres agents et clientèle diverse » (15,1 %), des sociétés non financières (8,9 %) et des entreprises individuelles (1,3 %).

Le total des passifs financiers franchit le seuil des 140 millions d'euros, en hausse de 6,5 % sur un an ; après la légère contraction constatée au dernier trimestre 2003, l'encours s'inscrit en hausse au premier trimestre 2004.

83,8 % de l'encours est contracté auprès des établissements locaux ; celui-ci augmente de 8,7 millions d'euros en un an. La croissance des crédits à l'habitat demeure soutenue (+ 6,0 millions d'euros). Les particuliers restent les premiers débiteurs des établissements locaux ; leur dette est constituée à 78,1 % de crédits à l'habitat.

L'encours des établissements non installés localement est stable. Il est constitué à 56,5 % de crédits à l'équipement. Les collectivités locales sont le premier débiteur des établissements métropolitains.

I. L'évolution financière

1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière

1.1.1 Ensemble des actifs financiers

L'***ensemble des actifs financiers*** recensés à Saint-Pierre-et-Miquelon atteint 162,3 millions d'euros au 31 mars 2004, soit une progression de 7,5 % par rapport au 31 mars 2003. En revanche, ils reculent de 3,3 millions d'euros par rapport au 31 décembre dernier.

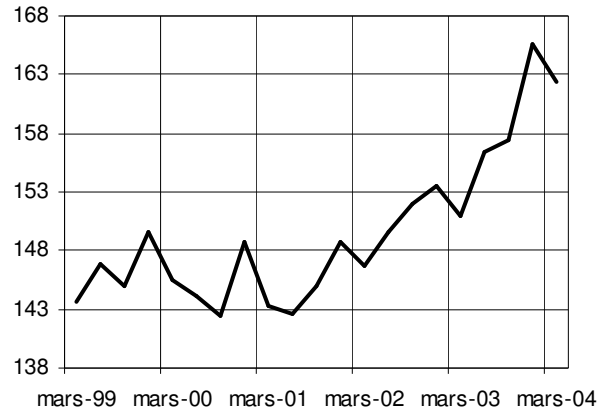
Les placements liquides ou à court terme totalisent 69 % de l'ensemble des actifs financiers ; ils augmentent de 3,2 millions d'euros en un an. L'épargne à long terme se reconstitue et s'établit à 4,3 millions d'euros.

Ces actifs financiers relevés auprès du système bancaire local restent détenus en grande partie par les particuliers (74,8 %). La catégorie « clientèle diverse et les autres agents économiques »[1] demeure la deuxième détentrice d'actifs financiers sur la place, avec 24,4 millions d'euros (15,1 %).

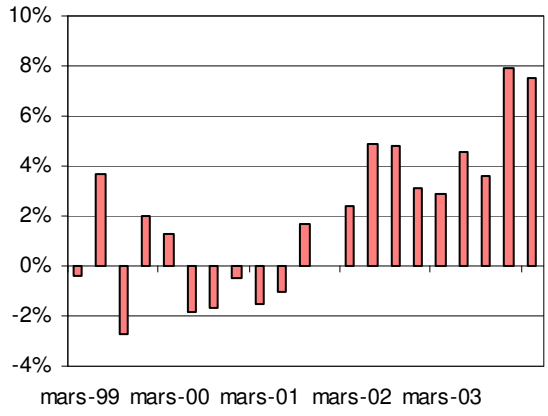
Evolution des actifs financiers

Ensemble des actifs financiers

en millions d'euros

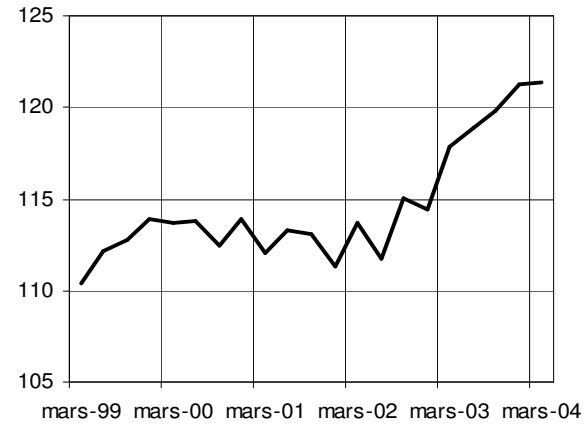


Variations trimestrielles en glissement annuel



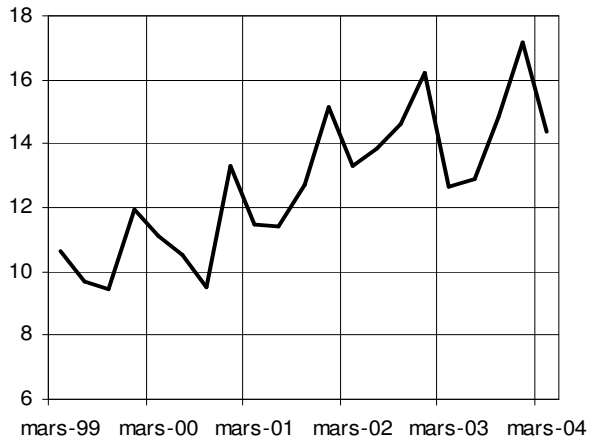
Actifs financiers des particuliers

(en millions d'euros)



Actifs financiers des stés non financières

(en millions d'euros)



[1] *Sociétés d'assurance et fonds de pension, administrations privées, administrations centrales, administrations locales, administrations de Sécurité sociale.*

Répartition des actifs financiers par catégorie de placement

Montant en millions d'Euros	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	Placements à long terme	*Total*
Au 31 mars 2004	46,1	111,9	4,3	**162,3**
Part en pourcentage	28,4%	69,0%	2,6%	**100,0%**
Au 31 mars 2003	39,2	108,8	3,0	**150,9**
Part en pourcentage	25,9%	72,1%	2,0%	**100,0%**

Evolution en glissement annuel

Variation 2004 / 2003	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	Placements à long terme	*Total*
- Montant en millions d'Euros	6,9	3,2	1,2	**11,4**
- En pourcentage	17,7%	2,9%	41,1%	**7,5%**
Variation 2003 / 2002				
- Montant en millions d'Euros	1,0	0,9	2,2	**4,2**
- En pourcentage	2,7%	0,9%	261,8%	**2,8%**

Répartition des actifs financiers par agent économique

Montant en millions d'Euros	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	*Total*
Au 31 mars 2004	121,4	2,1	14,4	24,4	**162,3**
Part en pourcentage	74,8%	1,3%	8,9%	15,1%	**100,0%**
Au 31 mars 2003	117,9	2,3	12,6	18,1	**150,9**
Part en pourcentage	78,1%	1,5%	8,4%	12,0%	**100,0%**

Evolution en glissement annuel

Variation 2004 / 2003	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	*Total*
- Montant en millions d'Euros	3,5	-0,2	1,8	6,3	**11,4**
- En pourcentage	3,0%	-8,7%	13,9%	34,9%	**7,5%**
Variation 2003 / 2002					
- Montant en millions d'Euros	4,2	-0,1	-0,7	0,7	**4,2**
- En pourcentage	3,7%	-2,6%	-5,0%	3,9%	**2,8%**

1.1.2 Ensemble des dépôts

Les montants des différents éléments constitutifs ***des dépôts*** recensés au nom des résidents sont répartis en fonction de la nature des opérations, à savoir les dépôts à vue et les placements liquides ou à court terme.
A Saint-Pierre-et-Miquelon, les grands réseaux de collecte sont les banques, le Trésor Public ayant mis fin à ses activités avec les particuliers et les entreprises depuis le 31 décembre 2001.

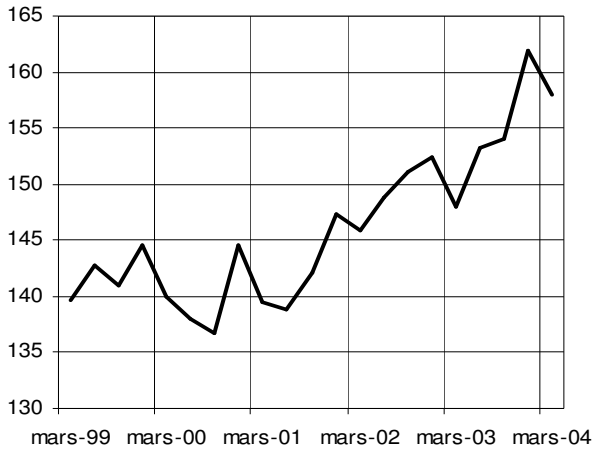
Le rythme de croissance des dépôts sur un an a été soutenu, avec + 6,8 %, soit + 10,1 millions d'euros. Ils reculent de 3,8 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2003.

Cette augmentation sur un an s'explique à la fois par la progression des dépôts à vue des organismes sociaux de santé ainsi que par les placements liquides ou à court terme des particuliers.

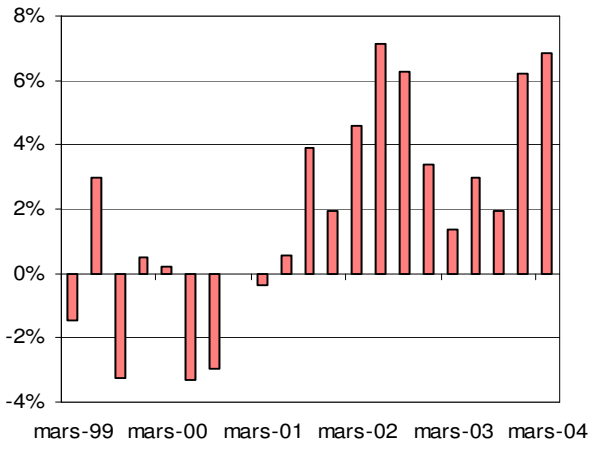
Evolution des dépôts

Ensemble des dépôts

en millions d'euros



Variations trimestrielles en glissement annuel



Répartition des dépôts par nature

Montant en millions d'Euros	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	*Total*
Au 31 mars 2004	46,1	111,9	**158,0**
Part en pourcentage	29,2%	70,8%	**100,0%**
Au 31 mars 2003	39,2	108,8	**147,9**
Part en pourcentage	26,5%	73,5%	**100,0%**

Evolution en glissement annuel

	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	*Total*
Variation 2004 / 2003			
- Montant en millions d'Euros	6,9	3,2	**10,1**
- En pourcentage	17,7%	2,9%	**6,8%**
Variation 2003 / 2002			
- Montant en millions d'Euros	1,0	0,9	**2,0**
- En pourcentage	2,7%	0,9%	**1,4%**

Répartition des dépôts par agent économique

Montant en millions d'Euros	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	*Total*
Au 31 mars 2004	117,1	2,1	14,4	24,4	**158,0**
Part en pourcentage	74,1%	1,3%	9,1%	15,5%	**100,0%**
Au 31 mars 2003	114,9	2,3	12,6	18,1	**147,9**
Part en pourcentage	77,7%	1,5%	8,5%	12,2%	**100,0%**

Evolution en glissement annuel

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	*Total*
Variation 2004 / 2003					
- Montant en millions d'Euros	2,3	-0,2	1,8	6,3	**10,1**
- En pourcentage	2,0%	-8,7%	13,9%	34,9%	**6,8%**
Variation 2003 / 2002					
- Montant en millions d'Euros	2,0	-0,1	-0,7	0,7	**2,0**
- En pourcentage	1,8%	-2,6%	-5,0%	3,9%	**1,4%**

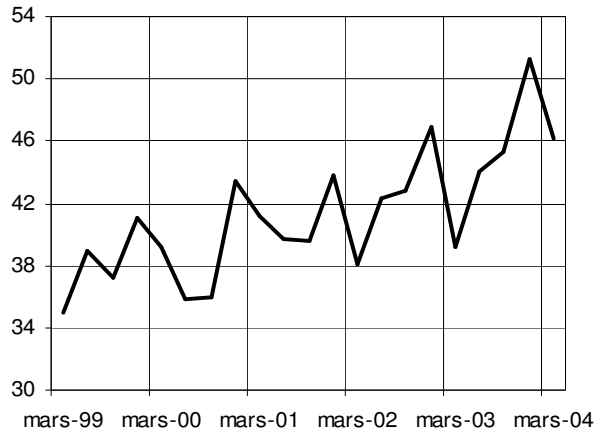
1.1.3 Dépôts à vue

L'encours des ***dépôts à vue*** s'établit à 46,1 millions d'euros. Sur un an, ils progressent de + 6,9 millions d'euros ; ce sont essentiellement les dépôts à vue des organismes de sécurité sociale qui augmentent.
Il apparaît que, par rapport au 31 décembre 2003, l'encours recule de 5,2 millions d'euros. Les sociétés non financières voient leurs dépôts à vue diminuer de 2,7 millions d'euros, et les administrations privées (à savoir les institutions sans but lucratif) de 1,3 million d'euros.

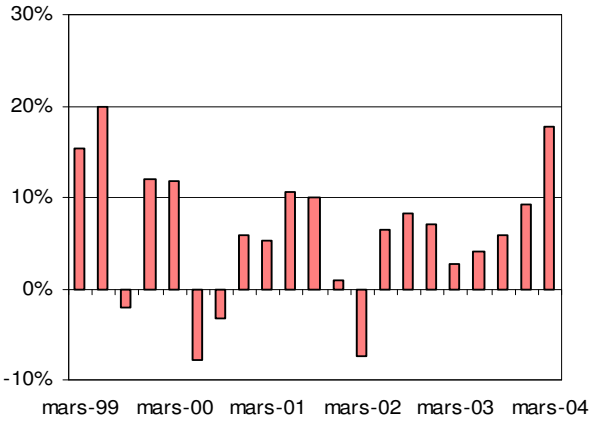
Evolution des dépôts à vue

Ensemble des dépôts à vue

en millions d'euros

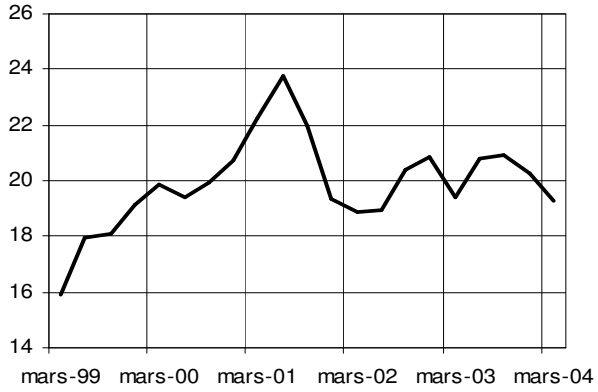


Variations trimestrielles en glissement annuel



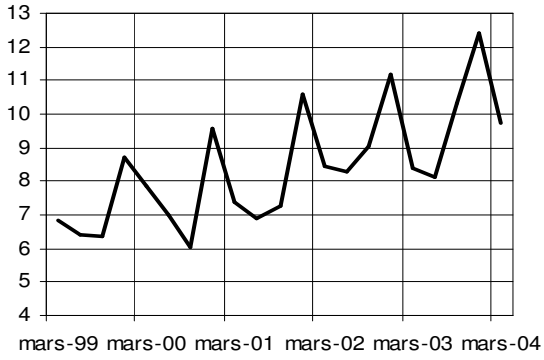
Dépôts à vue des particuliers

en millions d'euros



Dépôts à vue des sociétés non financières

en millions d'euros



Nota Bene : Les dépôts à vue correspondent aux soldes des comptes ordinaires créditeurs gérés par les établissements de crédit et les réseaux de La Poste et du Trésor Public

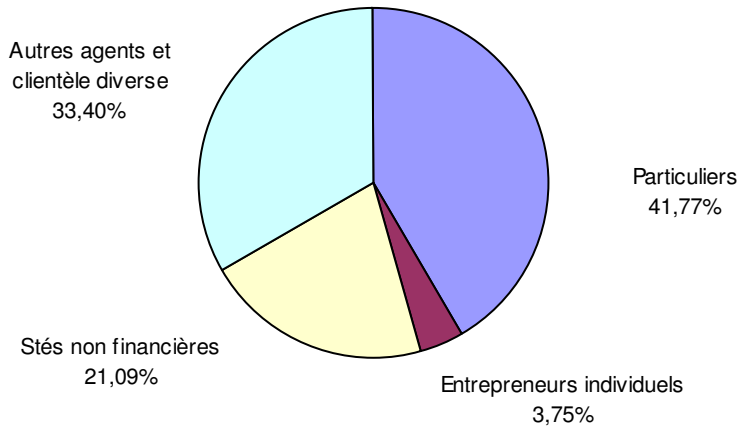
Répartition des dépôts à vue par agent économique

Montant en millions d'Euros	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	*Total*
Au 31 mars 2004	19,3	1,7	9,7	15,4	**46,1**
Part en pourcentage	41,8%	3,8%	21,1%	33,4%	**100,0%**
Au 31 mars 2003	19,4	1,7	8,4	9,6	**39,2**
Part en pourcentage	49,6%	4,5%	21,5%	24,4%	**100,0%**

Evolution en glissement annuel

Variation 2004 / 2003	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	*Total*
- Montant en millions d'Euros	-0,2	NS	1,3	5,8	**6,9**
- En pourcentage	-0,9%	-0,8%	15,6%	60,9%	**17,7%**
Variation 2003 / 2002					
- Montant en millions d'Euros	0,6	-0,1	NS	0,6	**1,0**
- En pourcentage	3,1%	-6,8%	-0,5%	7,0%	**2,7%**

Répartition des dépôts à vue par agents économiques au 31 mars 2004



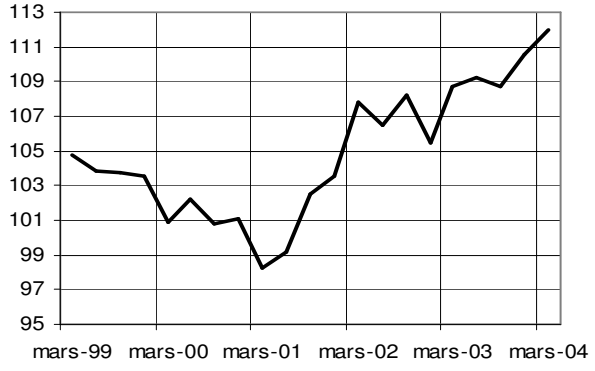
1.1.4 Placements liquides ou à court terme

Les ***placements liquides ou à court terme*** regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial[1] et les produits indexés sur le taux du marché monétaire[2]. Sur un an, ils progressent de 2,9 %, soit + 3,2 millions d'euros. Au cours du premier trimestre 2004, l'encours des placements liquides augmente de 1,4 million d'euros.
Les comptes à terme se confirment comme le produit privilégié par les épargnants de l'archipel pour leurs placements à court terme (ces derniers bénéficiant à Saint-Pierre-et-Miquelon d'un avantage fiscal[3]) ; ils totalisent 63 % des placements à court terme ; sur un an l'encours progresse de 10 %, soit + 6,4 millions d'euros et de 1,6 millions d'euros au cours du premier trimestre 2004. Les comptes sur livrets se positionnent en deuxième place parmi les produits d'épargne à court terme, avec 29,4 % de l'encours. En revanche, les bons de caisse, qui ont totalisé jusqu'à 17 % de l'épargne en 2001, perdent de leur intérêt au profit de produits plus rémunérateurs ; ils focalisent 7,5 % de l'épargne à court terme, en recul de 36,4% en un an.
Les particuliers demeurent les premiers détenteurs des placements liquides ou à court terme (87,4 % du total avec 97,9 millions d'euros) ; leurs placements augmentent de 2,4 % sur un an.

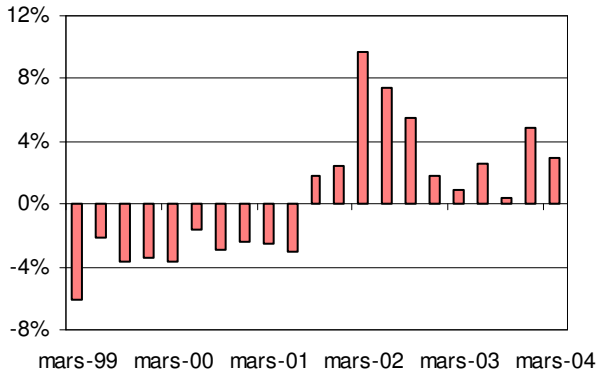
Evolution des placements liquides ou à court terme

Ensemble des placements liquides ou à court terme

en millions d'euros

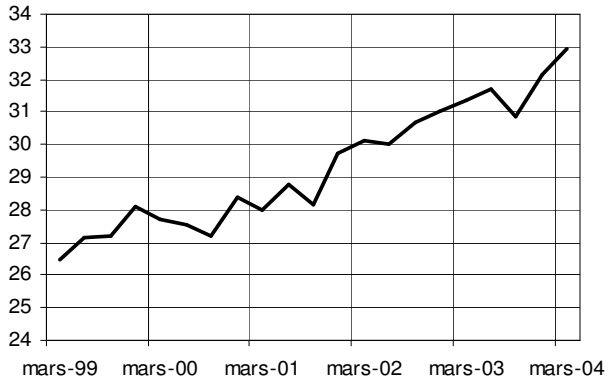


Variations trimestrielles en glissement annuel



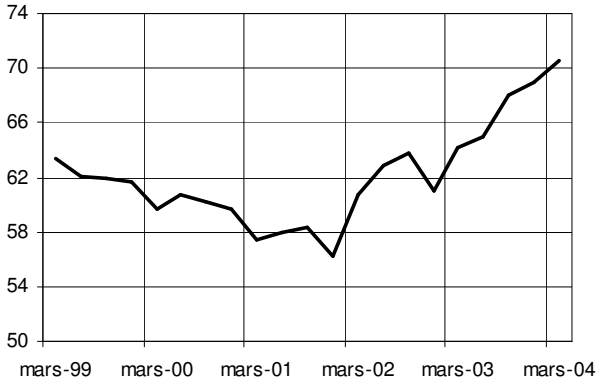
Comptes sur livrets

en millions d'euros



Dépôts à terme

en millions d'euros



[1] *Livrets A, livrets ordinaires, livrets bleus, livrets jeunes, comptes d'épargne logement*
[2] *Dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts, OPCVM monétaires*
[3] *Les intérêts servis à un taux inférieur ou égal à 10 % l'an sont exonérés de l'impôt sur le revenu.*

Répartition des placements liquides / à court terme par catégorie de placement

Montant en millions d'Euros

	Comptes sur livrets	Comptes d'épargne-logement	Dépôts à terme	Bons de caisse	Certificats de dépôt	OPCVM monétaires	*Total*
Au 31 mars 2004	32,9	NS	70,6	8,4	0,0	0,0	**111,9**
Part en pourcentage	29,4%	NS	63,0%	7,5%	–	–	**100,0%**
Au 31 mars 2003	31,3	NS	64,1	13,2	0,0	0,0	**108,8**
Part en pourcentage	28,8%	NS	59,0%	12,2%	–	–	**100,0%**

Evolution en glissement annuel

	Comptes sur livrets	Comptes d'épargne-logement	Dépôts à terme	Bons de caisse	Certificats de dépôt	OPCVM monétaires	*Total*
Variation 2004 / 2003							
- Montant en millions d'Euros	1,6	NS	6,4	-4,8	–	–	**3,2**
- En pourcentage	5,0%	4,2%	10,0%	-36,4%	–	–	**2,9%**
Variation 2003 / 2002							
- Montant en millions d'Euros	1,2	NS	3,4	-3,7	–	–	**0,9**
- En pourcentage	4,1%	41,2%	5,6%	-21,9%	–	–	**0,9%**

Répartition des placements liquides / à court terme par agent économique

Montant en millions d'Euros

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	*Total*
Au 31 mars 2004	97,9	0,4	4,7	9,0	**111,9**
Part en pourcentage	87,4%	0,3%	4,2%	8,1%	**100,0%**
Au 31 mars 2003	95,4	0,5	4,2	8,6	**108,8**
Part en pourcentage	87,8%	0,5%	3,9%	7,9%	**100,0%**

Evolution en glissement annuel

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	*Total*
Variation 2004 / 2003					
- Montant en millions d'Euros	2,4	-0,2	0,4	0,5	**3,2**
- En pourcentage	2,5%	-33,9%	10,4%	5,8%	**2,9%**
Variation 2003 / 2002					
- Montant en millions d'Euros	1,4	0,1	-0,6	0,1	**0,9**
- En pourcentage	1,5%	13,9%	-12,7%	0,7%	**0,9%**

1.1.5 Epargne à long terme

L'exhaustivité des statistiques concernant ***l'épargne à long terme*** n'est, pour le moment, pas assurée : celles-ci n'incluent pas les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit ni les chiffres relatifs aux contrats souscrits auprès des compagnies d'assurance. Les données obtenues permettent, néanmoins, d'estimer les montants investis par les résidents de Saint-Pierre-et-Miquelon en placements longs.

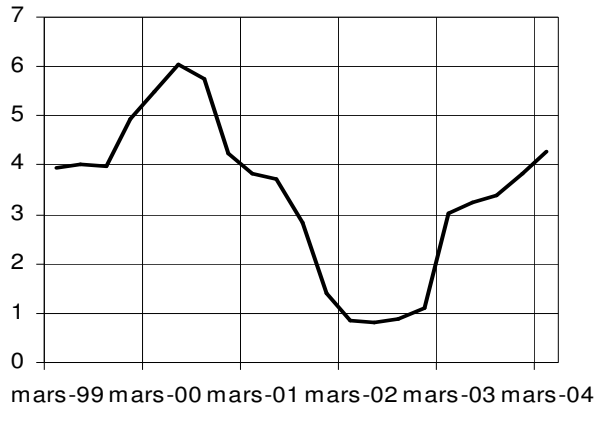
Au 31 mars 2004, le montant de l'épargne à long terme collectée par les établissements de crédit de la place s'élève à 4,3 millions d'euros, en hausse de 3 millions d'euros sur un an. Au cours du premier trimestre 2004, l'encours a augmenté de 0,5 million d'euros.
L'épargne à long terme dans l'archipel s'est significativement contractée lorsque le Trésor Public a mis fin à ses activités de gestion des fonds privés le 31 décembre 2001. Une partie des placements a été transférée sur des produits d'épargne à court terme dans les établissements de crédit locaux mais également sur les plans d'épargne logement dont le montant ne cesse de croître. Parallèlement, les établissements de crédit locaux ont progressivement proposé de nouveaux produits d'épargne à long terme, avec pour conséquence une augmentation de 3 millions d'euros en un an sur cette forme de placement.

La totalité de l'épargne à long terme est détenue par les particuliers.

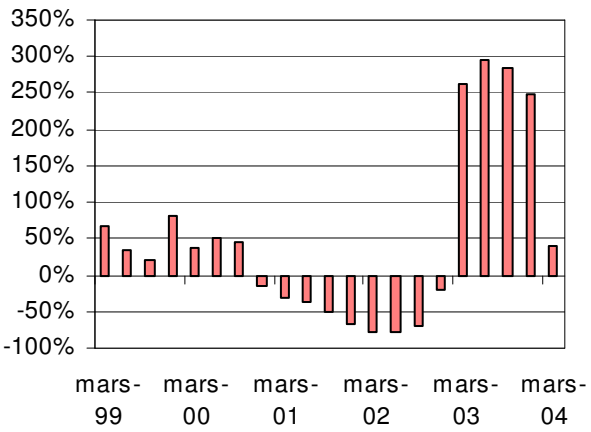
Evolution de l'épargne à long terme

Ensemble de l'épargne à long terme

en millions d'euros



Variations trimestrielles en glissement annuel



Répartition de l'épargne à long terme par catégorie de placement

Montant en millions d'Euros

	Portefeuille-titres (actions et obligations)	OPCVM titres (non monétaires)	Plans d'épargne-logement et plans d'épargne populaire	Autres actifs	*Total*
Au 31 mars 2004	2,9	0,0	1,4	0,0	**4,3**
Part en pourcentage	66,8%	–	33,2%	–	**100,0%**
Au 31 mars 2003	1,3	0,6	1,1	0,0	**3,0**
Part en pourcentage	43,6%	18,7%	37,8%	–	**100,0%**

Evolution en glissement annuel

	Portefeuille-titres (actions et obligations)	OPCVM titres (non monétaires)	Plans d'épargne-logement et plans d'épargne populaire	Autres actifs	*Total*
Variation 2004 / 2003					
- Montant en millions d'Euros	1,5	-0,6	0,3	–	**1,2**
- En pourcentage	116,2%	-100,0%	24,1%	–	**41,1%**
Variation 2003 / 2002					
- Montant en millions d'Euros	1,3	0,6	0,3	–	**2,2**
- En pourcentage	NS	NS	43,3%	–	**261,8%**

Répartition de l'épargne à long terme par agent économique

Montant en millions d'Euros

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	*Total*
Au 31 mars 2004	4,3	0,0	0,0	0,0	**4,3**
Part en pourcentage	100,0%	–	–	–	**100,0%**
Au 31 mars 2003	3,0	0,0	0,0	0,0	**3,0**
Part en pourcentage	100,0%	–	–	–	**100,0%**

Evolution en glissement annuel

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	*Total*
Variation 2004 / 2003					
- Montant en millions d'Euros	1,2	–	–	–	**1,2**
- En pourcentage	41,1%	–	–	–	**41,1%**
Variation 2003 / 2002					
- Montant en millions d'Euros	2,2	–	–	–	**2,2**
- En pourcentage	261,8%	–	–	–	**261,8%**

1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière

Cette partie analyse d'abord l'ensemble des prêts aux agents économiques par les établissements de crédit et assimilés, puis distingue les concours octroyés par les établissements locaux et ceux consentis par les établissements non installés localement.

1.2.1 Ensemble des concours consentis

L'encours des prêts accordés par les établissements de crédit aussi bien locaux que par ceux non installés localement s'établit à 140 millions d'euros, niveau le plus haut jamais atteint. Sur un an il a progressé de 6,5 %, et de 1,13 % au cours du premier trimestre 2004. 83,8 % de ces crédits sont octroyés par les établissements locaux (contre 82,6 % il y a un an) et 16,2 % par les établissements non installés localement (contre 17,4 % un an plus tôt).

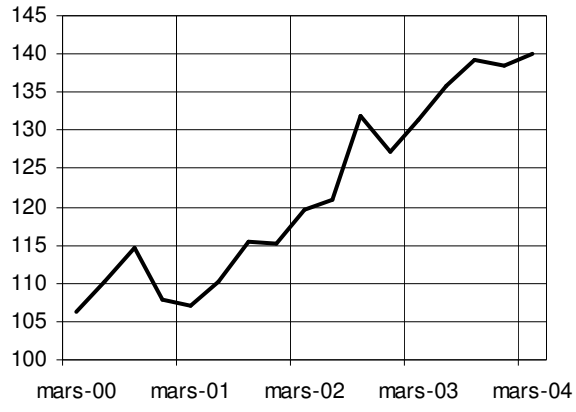
La hausse des crédits résulte, en grande partie, de la croissance des crédits à l'habitat (+ 5,6 millions d'euros), qui représentent 38,6 % de l'encours total.

Les particuliers restent les premiers détenteurs, avec 45,2 % de l'encours ; les concours dont ils sont bénéficiaires progressent de + 9,2 %. L'encours des sociétés non financières augmente de 3,7 millions d'euros.

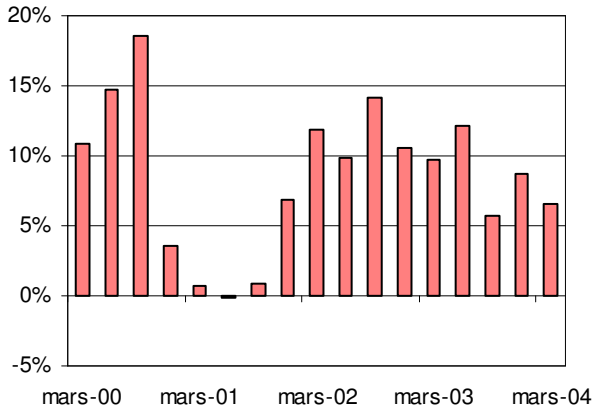
Evolution des concours consentis par les établissements de crédit

Ensemble des concours consentis par les établissements de crédit

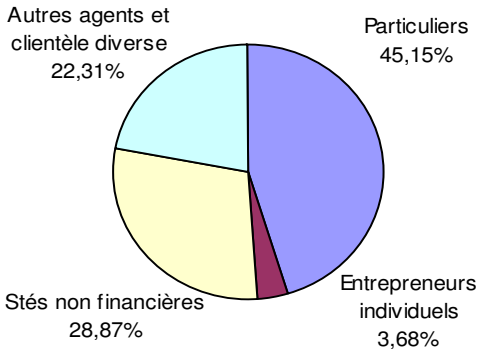
en millions d'euros



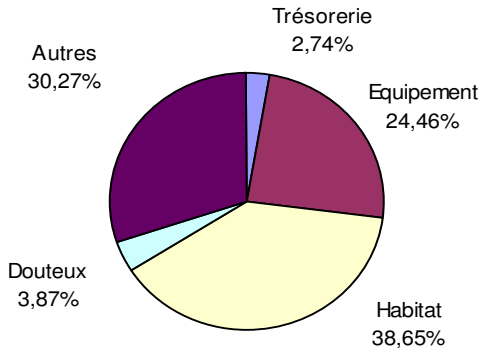
Variations trimestrielles en glissement annuel



Concours par agents économiques au 31/03/ 2004



Concours par catégories au 31/03/2004



Concours consentis par les établissements de crédit par catégorie de crédit

Montant en millions d'Euros

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	*Total*
Au 31 mars 2004	3,8	4,0	34,2	54,1	5,4	37,6	0,7	**140,0**
Part en pourcentage	2,7%	2,9%	24,5%	38,6%	3,9%	26,9%	0,5%	**100,0%**
Au 31 mars 2003	3,6	1,3	32,7	48,5	3,7	40,9	0,7	**131,4**
Part en pourcentage	2,7%	1,0%	24,9%	36,9%	2,8%	31,2%	0,5%	**100,0%**

Evolution en glissement annuel

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	*Total*
Variation 2004 / 2003								
- Montant en M d'Euros	0,3	2,7	1,6	5,6	1,7	-3,3	0,1	**8,6**
- En pourcentage	7,1%	202,2%	4,8%	11,6%	45,5%	-8,0%	9,0%	**6,5%**
Variation 2003 / 2002								
- Montant en M d'Euros	0,2	-1,0	0,8	7,3	-1,1	5,1	0,4	**11,6**
- En pourcentage	6,1%	-42,5%	2,4%	17,7%	-23,2%	14,1%	195,0%	**9,7%**

Concours consentis par les établissements de crédit par agent économique

Montant en millions d'Euros

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	*Total*
Au 31 mars 2004	63,2	5,1	40,4	31,2	**140,0**
Part en pourcentage	45,2%	3,7%	28,9%	22,3%	**100,0%**
Au 31 mars 2003	57,9	4,6	36,7	32,1	**131,4**
Part en pourcentage	44,1%	3,5%	27,9%	24,5%	**100,0%**

Evolution en glissement annuel

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	*Total*
Variation 2004 / 2003					
- Montant en M d'Euros	5,3	0,5	3,7	-0,9	**8,6**
- En pourcentage	9,2%	11,0%	10,1%	-2,8%	**6,5%**
Variation 2003 / 2002					
- Montant en M d'Euros	6,4	-0,5	3,6	2,2	**11,6**
- En pourcentage	12,4%	-10,5%	11,0%	7,2%	**9,7%**

1.2.2 Concours consentis par les Etablissements de Crédit locaux

Les concours de caractère bancaire accordés aux agents économiques par les établissements de crédit locaux s'établissent à 117,3 millions d'euros au 31 mars 2004, en hausse de 8 % sur un an. Au cours du premier trimestre 2004, l'encours a progressé de 1,82 %.

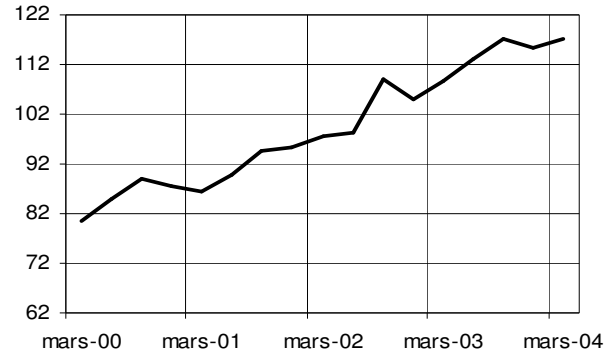
Ce sont toujours les crédits à l'habitat qui connaissent la croissance la plus importante, avec une augmentation de 6 millions d'euros en un an. Les constructions sur le quartier des Graves absorbent une part significative de cette augmentation ; les crédits à l'habitat représentent 43,4 % de l'encours contracté auprès des établissements de la place. L'encours des créances commerciales progresse de façon significative, passant de 1,3 à 4 millions d'euros. Les « autres crédits », composés à hauteur de 49 % de comptes ordinaires débiteurs, reculent de 2,8 millions d'euros. Les créances douteuses, bien qu'en hausse sur un an, ont diminué de 0,2 million d'euros au cours du premier trimestre 2004.

La ventilation des concours par agent économique témoigne de la part toujours prépondérante des crédits aux particuliers dont l'encours progresse de 5,5 millions d'euros. L'encours des sociétés non financières, deuxièmes bénéficiaires des concours de la zone, augmente de 3,3 millions d'euros ; il se compose de comptes ordinaires débiteurs (32,3 %), de crédits à l'équipement (28,4 %) ou encore de créances commerciales (10,8 %).

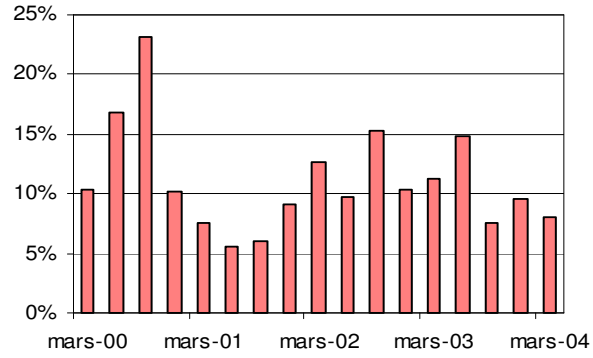
Evolution des concours consentis par les établissements de crédit locaux

Ensemble des concours consentis par les établissements de crédit locaux

en millions d'euros

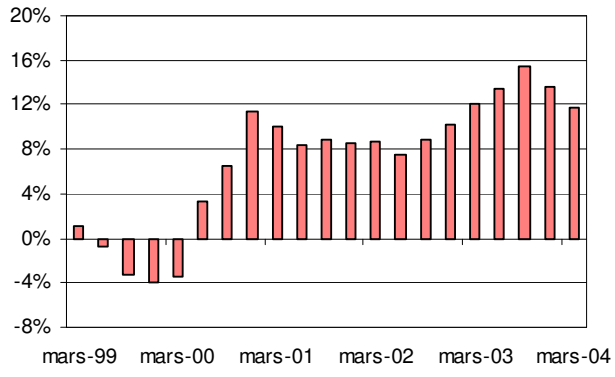


Variations trimestrielles en glissement annuel



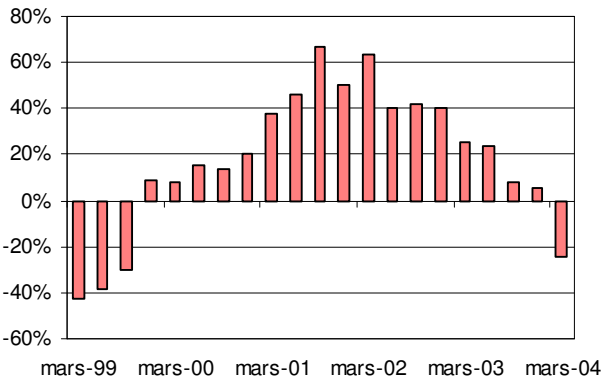
Crédits à l'habitat des particuliers

Variations trimestrielles en glissement annuel



Comptes ordinaires débiteurs des sociétés non financières

Variations trimestrielles en glissement annuel



Concours consentis par catégorie de crédit (EC locaux)

Montant en millions d'Euros

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	*Total*
Au 31 mars 2004	2,8	4,0	21,4	50,9	4,9	32,5	0,7	**117,3**
Part en pourcentage	2,4%	3,4%	18,3%	43,4%	4,2%	27,7%	0,6%	**100,0%**
Au 31 mars 2003	2,5	1,3	20,4	44,8	3,5	35,3	0,7	**108,6**
Part en pourcentage	2,3%	1,2%	18,8%	41,3%	3,2%	32,5%	0,6%	**100,0%**

Evolution en glissement annuel

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	*Total*
Variation 2004 / 2003								
- Montant en M d'Euros	0,3	2,7	1,0	6,0	1,4	-2,8	0,1	**8,7**
- En pourcentage	12,8%	202,2%	4,8%	13,4%	41,6%	-7,9%	9,0%	**8,0%**
Variation 2003 / 2002								
- Montant en M d'Euros	0,1	-1,0	0,9	6,1	-1,1	5,6	0,4	**11,0**
- En pourcentage	3,8%	-42,5%	4,7%	15,8%	-24,6%	18,8%	195,0%	**11,3%**

Concours consentis par agent économique (EC locaux)

Montant en millions d'Euros

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	*Total*
Au 31 mars 2004	58,4	5,1	37,1	16,6	**117,3**
Part en pourcentage	49,8%	4,4%	31,6%	14,2%	**100,0%**
Au 31 mars 2003	52,9	4,6	33,8	17,2	**108,6**
Part en pourcentage	48,7%	4,3%	31,1%	15,9%	**100,0%**

Evolution en glissement annuel

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	*Total*
Variation 2004 / 2003					
- Montant en M d'Euros	5,5	0,5	3,3	-0,6	**8,7**
- En pourcentage	10,4%	11,0%	9,7%	-3,3%	**8,0%**
Variation 2003 / 2002					
- Montant en M d'Euros	4,9	-0,5	3,8	2,9	**11,0**
- En pourcentage	10,2%	-10,5%	12,6%	19,9%	**11,3%**

1.2.3 Concours consentis par les Etablissements de Crédit non installés localement

L'encours des prêts de caractère bancaire accordés aux agents économiques par les établissements de crédit métropolitains non installés localement[1] est resté relativement stable sur un an, passant de 22,8 à 22,7 millions d'euros. Au cours du premier trimestre 2004, il a reculé de 0,5 million d'euros.

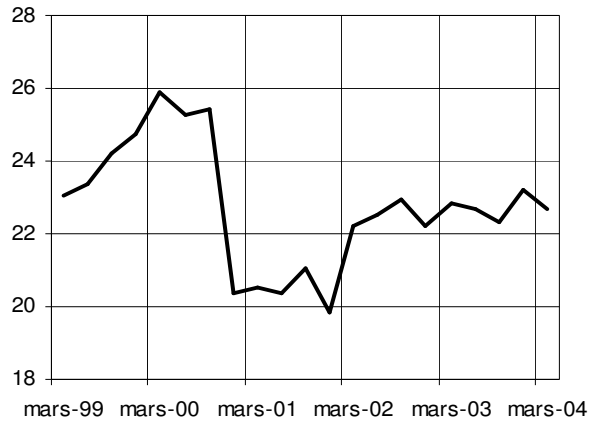
Les crédits à l'équipement totalisent 56,5 % de l'encours extérieur.

Ce sont essentiellement les collectivités locales qui se financent auprès des établissements de crédits métropolitains ; elles détiennent 64,3 % de l'encours.
Les particuliers sont les deuxièmes détenteurs des concours octroyés par les établissements métropolitains.

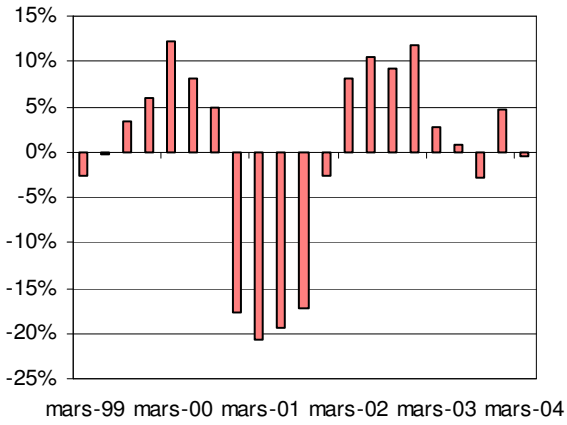
Evolution des concours consentis (EC non installés localement)

Ensemble des concours consentis (EC non installés localement)

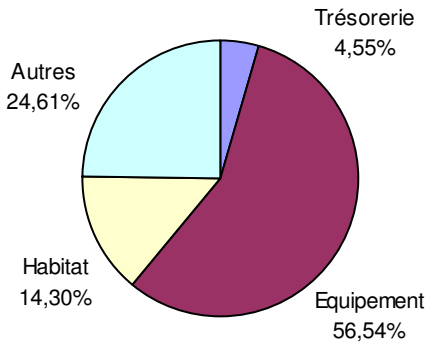
en millions d'euros



Variations trimestrielles en glissement annuel

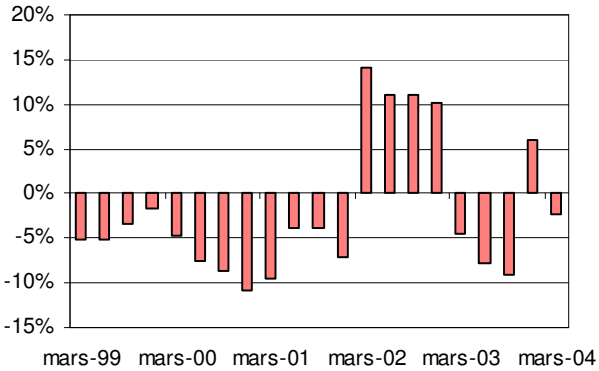


Concours par catégories au 31/03/2004



Crédits aux administrations

Variations trimestrielles en glissement annuel



[1] *Il s'agit de l'Agence Française de Développement, la Banque Européenne d'Investissement, la Caisse des Dépôts et Consignations, la Caisse d'Aide Sociale de l'Education Nationale (CASDEN – Banque Populaire), du Crédit Local de France et de la Compagnie de Financement Foncier.*

Concours consentis par catégorie de crédit (EC non installés localement)

Montant en millions d'Euros

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	*Total*
Au 31 mars 2004	1,0	0,0	12,8	3,2	0,5	5,1	0,0	**22,7**
Part en pourcentage	4,5%	–	56,5%	14,3%	2,2%	22,4%	–	**100,0%**
Au 31 mars 2003	1,1	0,0	12,2	3,6	0,2	5,6	0,0	**22,8**
Part en pourcentage	4,8%	–	53,7%	15,9%	1,1%	24,5%	–	**100,0%**

Evolution en glissement annuel

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	*Total*
Variation 2004 / 2003								
- Montant en M d'Euros	-0,1	–	0,6	-0,4	0,2	-0,5	–	**-0,1**
- En pourcentage	-5,8%	–	4,7%	-10,8%	101,6%	-9,1%	–	**-0,6%**
Variation 2003 / 2002								
- Montant en M d'Euros	0,1	–	-0,2	1,2	NS	-0,5	–	**0,6**
- En pourcentage	11,5%	–	-1,3%	47,7%	3,4%	-8,5%	–	**2,8%**

Concours consentis par agent économique (EC non installés localement)

Montant en millions d'Euros

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	*Total*
Au 31 mars 2004	4,8	0,0	3,3	14,6	**22,7**
Part en pourcentage	21,0%	–	14,7%	64,3%	**100,0%**
Au 31 mars 2003	5,0	0,0	2,9	14,9	**22,8**
Part en pourcentage	21,8%	–	12,8%	65,4%	**100,0%**

Evolution en glissement annuel

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	*Total*
Variation 2004 / 2003					
- Montant en M d'Euros	-0,2	–	0,4	-0,3	**-0,1**
- En pourcentage	-4,1%	–	14,2%	-2,3%	**-0,6%**
Variation 2003 / 2002					
- Montant en M d'Euros	1,5	–	-0,2	-0,7	**0,6**
- En pourcentage	41,8%	–	-5,0%	-4,5%	**2,8%**

1.3 Position extérieure nette du système bancaire local

La ***position extérieure nette*** du système local se définit comme la différence entre les avoirs extérieurs des établissements de crédit locaux et les engagements extérieurs de ces mêmes établissements. Elle constitue le solde des opérations de trésorerie interbancaire effectuées entre les banques de l'archipel et les établissements de crédit non installés localement.

Le système bancaire local collectant plus d'épargne qu'il n'octroie de crédit, présente une position extérieure nette structurellement positive. Au 31 mars 2004, les établissements de crédit locaux affichent une position extérieure nette de 55,4 millions d'euros, en léger recul sur un an. On note depuis 2001 un développement des relations entre les établissements locaux et leur réseau installé en métropole, qui explique en partie l'augmentation du volume des avoirs et des engagements extérieurs.

	Avoirs extérieurs des établissements de crédit locaux (A)		Engagements extérieurs des établissements de crédit locaux (B)		**Position extérieure nette du système bancaire local** (A) - (B)	
	2003	2004	2003	2004	2003	2004
Montant en millions d'Euros	81,2	82,8	23,0	27,4	**58,2**	**55,4**

II. Rappel des taux

2.1 Taux de marché

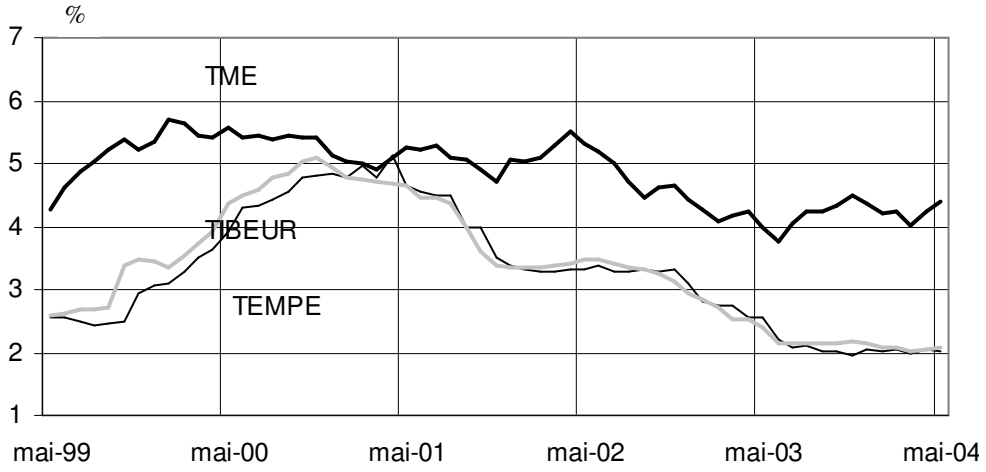
Taux directeurs de la Banque Centrale Européenne

Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement : 2,00 % (09/06/03)

Taux de la facilité de prêt marginal : 3,00 % (06/06/03)

Taux de la facilité de dépôts : 1,00 % (06/06/03)

Taux des marchés monétaires et obligataires



TME : **T**aux **M**oyen des **E**mprunts d'Etat à Long Terme
TIBEUR : **T**aux **I**nter**b**ancaire offert en **Eur**o
TEMPE : **T**aux **M**oyen **P**ondéré en **E**uros

2.2 Taux d'intérêt légal

Le ***taux d'intérêt légal*** est défini par la Loi n° 89-4221 du 23 juin 1989 comme "égal, pour l'année considérée, à la moyenne arithmétique des douze dernières moyennes mensuelles des taux de rendement actuariel des adjudications de bons du Trésor à taux fixe à treize semaines".

Il sert notamment de référence pour le calcul des intérêts moratoires en cas de dégrèvements d'impôts, de liquidation judiciaire ou pour le calcul des intérêts de retard pour défaut de paiement des obligations cautionnées à la date de leur échéance.

Année 1998	Année 1999	Année 2000	Année 2001	Année 2002	Année 2003	Année 2004
3,36 %	3,47 %	2,74 %	4,26 %	4,26 %	3,29 %	2,27 %

2.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire, tout prêt dont le taux effectif global (TEG) excède, au moment où il est consenti, le taux de l'usure publié en application de l'article 1er modifié de la loi n° 66-1010 du 28 décembre 1966.

Conformément aux dispositions de la loi Neiertz relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, le ***taux de l'usure*** pour chacune des onze catégories de crédit définies par arrêté du 25 juin 1990 est calculé trimestriellement.

Parallèlement, la loi pour l'initiative économique n°2003-721 du 1er août 2003 a supprimé la notion de taux d'usure pour les prêts accordés aux personnes morales se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte. En matière de crédit professionnel, demeurent soumis à la réglementation sur l'usure les prêts aux entreprises n'ayant pas la personnalité morale telle que les entrepreneurs individuels personnes physiques.

2.3.1 Crédits aux particuliers

Seuil de l'usure(en %)	4T2002	1T2003	2T2003	3T2003	4T2003	1T2004	2T2004
Prêts immobiliers							
- Prêts à taux fixe	8,05	7,93	7,59	7,37	6,88	6,77	6,83
- Prêts à taux variable	7,99	7,39	7,04	6,89	6,40	6,11	5,99
- Prêts à taux relais	8,28	7,96	7,76	7,63	7,12	7,04	7,07
Autres prêts							
- Prêts d'un montant inférieur ou égal à 1 524€	21,96	22,08	21,79	21,63	21,25	20,85	20,96
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 €	17,47	17,64	17,52	17,27	16,84	16,52	16,57
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur > à 1 524 €	11,31	10,80	10,63	10,36	9,96	9,60	9,68

2.3.2 Crédits aux entreprises

Seuil de l'usure	4T2002	1T2003	2T2003	3T2003	4T2003	1T2004	2T2004
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,85	9,71	9,29	9,15	8,72	8,33	8,52
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	8,25	8,19	7,68	7,39	6,79	6,48	6,57
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	7,53	7,52	7,20	6,92	6,49	6,33	6,35
- Découverts en compte	12,24	11,79	11,55	11,47	11,19	10,85	11,05
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = 2 ans	10,35	10,00	9,36	9,21	8,73	8,67	8,49

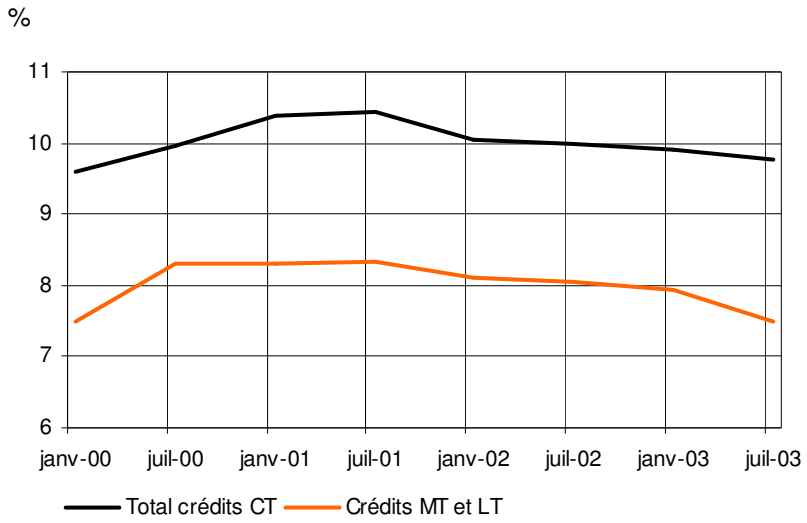
N.B: ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur les plus forts découverts du mois.

Conditions applicables selon les dispositions de la loi 2003-721 du 01/08/2003.

2.4 Coût du crédit aux entreprises

(conditions générales)

En %	janv-00	juil-00	janv-01	juil-01	janv-02	juil-02	janv-03	juil-03	*Variation en points*	
									6 mois	*1 an*
Crédits CT:										
- *Escompte*	8,85	9,50	9,87	9,73	9,35	9,22	9,20	9,03	-0,17	-0,19
- *Découvert*	10,90	10,90	11,74	11,83	11,45	11,58	11,30	11,20	-0,10	-0,38
- *Autres crédits CT*	9,00	9,50	9,50	9,73	9,33	9,20	9,18	9,03	-0,15	-0,17
Total crédits CT	**9,58**	**9,97**	**10,37**	**10,43**	**10,04**	**10,00**	**9,89**	**9,75**	**-0,14**	**-0,25**
Crédits MT et LT	**7,50**	**8,30**	**8,31**	**8,33**	**8,10**	**8,05**	**7,95**	**7,48**	**-0,47**	**-0,57**



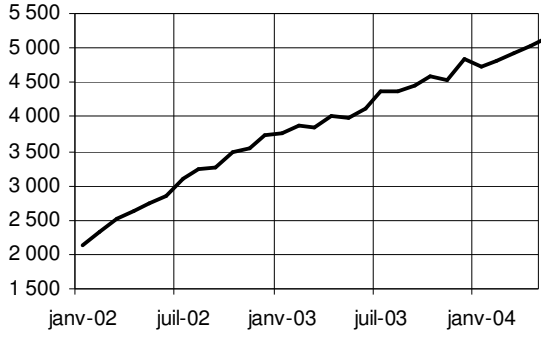
III. Monnaie fiduciaire

3.1 Emission de billets en euros

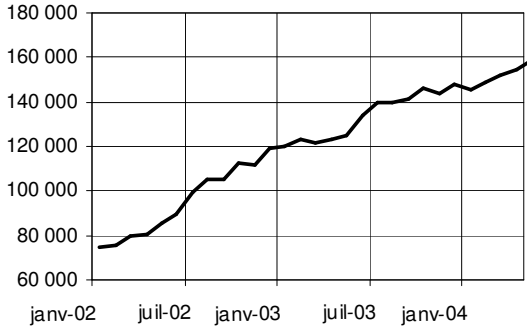
L'IEDOM, agissant au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France, met en circulation dans les départements d'outre-mer les billets qui ont cours en France métropolitaine. Ce n'est qu'à compter du 1er janvier 1978 que l'IEDOM a assuré le service de l'Emission des billets à Saint-Pierre-et-Miquelon, se substituant à l'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM).

A la fin du mois de mai 2004, l'agence de Saint-Pierre-et-Miquelon a ainsi délivré 158 988 billets pour une valeur totale de 5,128 millions d'euros, toutes coupures confondues.

Emissions nettes cumulées de billets (*)
en milliers d'euros



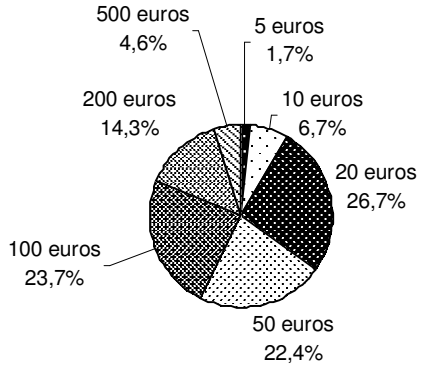
Emissions nettes cumulées de billets
en unités



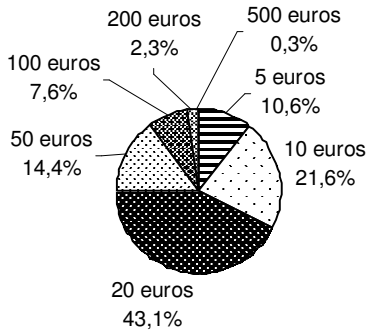
(*) Les émissions nettes sont la différence entre les billets émis et les billets retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente, le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1er janvier 2002, préalimentation comprise.

Répartition par coupure en valeur et en volume de l'émission nette cumulée de billets euros à fin mai 2004

Répartition en valeur



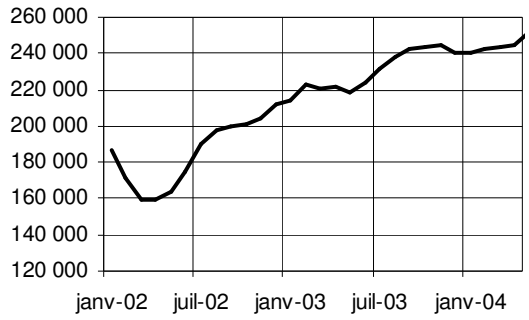
Répartition en volume



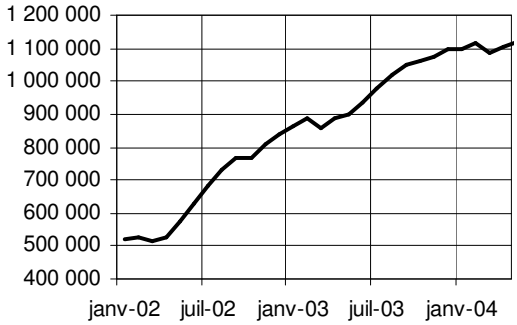
3.2 Emission de pièces euros

A la fin du mois de mai 2004, ce sont 1,125 million de pièces qui ont été délivrées par l'agence de Saint-Pierre-et-Miquelon, pour un montant de 252 729 euros.

Emissions nettes cumulées de pièces (*)
en euros



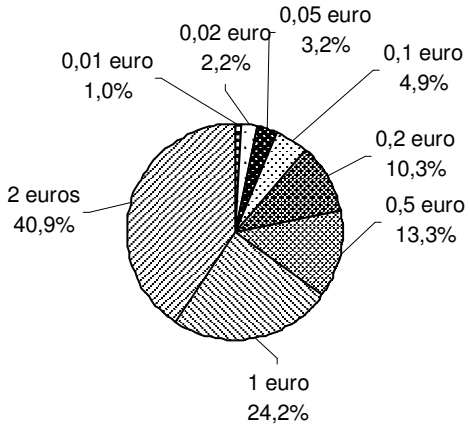
Emissions nettes cumulées de pièces
en unités



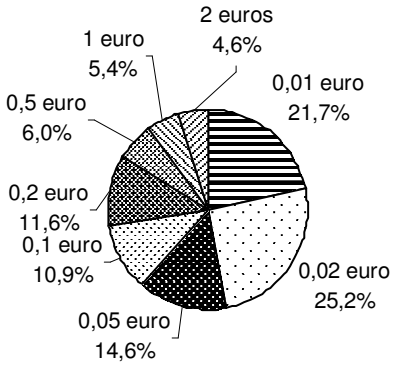
(*) Les émissions nettes sont la différence entre les pièces émises et retirées de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1er janvier 2002, préalimentation comprise.

Répartition par coupure en valeur et en volume de l'émission nette cumulée de pièces euros à fin mai 2004

Répartition en valeur



Répartition en volume



INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE MER
B.P. 4202
4, Rue de la Roncière
97 500 Saint-Pierre-et-Miquelon

Directeur de la publication : A.VIENNEY
Responsable de la rédaction : B.RATAFIKA
Edition : IEDOM
Impression : INFOTEC, Saint-Pierre

Dépôt légal : juin 2004

INSTITUT D'**E**MISSION DES **D**EPARTEMENTS D'**O**UTRE–**M**ER

BP 4202, 4 rue de la Roncière
97 500 Saint-Pierre-et-Miquelon

ISSN 0296 - 3116